



Projet Mali centre pour la sécurité et le développement
Enquête de perception menée du 7 au 21 février 2022

Gouvernance, développement et sécurité dans les régions de Bandiagara, Douentza, Mopti, San et Ségou

//// Restitution de l'enquête de terrain



SIPRI et POINT SUD
Financement Union européenne

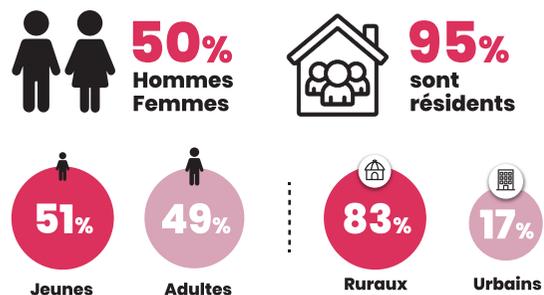


PROJET MALI CENTRE

Méthodologie

Dans le cadre d'un projet financé par la délégation de l'Union européenne, le SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 1800 ménages dans les régions du centre du Mali.

Depuis 2019, les données sont collectées tous les trois mois dans 15 cercles, 60 communes et 120 villages par un réseau de 30 facilitateurs et facilitatrices. La 10^{ème} enquête a été réalisée du 7 au 21 février 2022.



Éducation

60% de l'échantillon est non alphabétisé et 19% a atteint le niveau fondamental 1^{er} cycle. 60% des enquêtés ont effectué leur scolarité à l'école fondamentale et 22% à l'école coranique.

Emploi / métiers

59% de l'échantillon est composé d'agriculteurs / maraîchers, 18% de ménagères et 7% de commerçants.

Localités d'enquête par cercle

/// Source : Décentralisation / cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur du Projet Mali centre, résultats de l'enquête Q10, 18/05/2022





Au niveau national, la confiance dans les acteurs de transition a augmenté (77%)

La gouvernance



Présence des acteurs et institutions

La présence des autorités et agents de l'État varie avec le niveau d'insécurité

- Certaines autorités sont contraintes de résider hors de leur lieu de fonction pour des raisons de sécurité
- Dans le cercle de Ségou, les maires des communes situées derrière le fleuve sont hors de leur lieu de travail
- Les personnels de l'éducation et de la santé sont majoritairement présents
- Les communautés considèrent la chefferie traditionnelle comme l'institution la plus importante, devant la mairie

Niveau de satisfaction

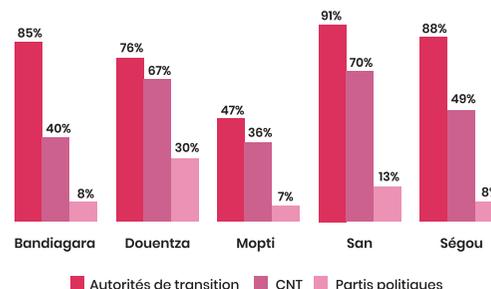
Plus l'insécurité est grande, plus l'insatisfaction envers les représentants de l'État est élevée et plus le sentiment d'abandon des populations – surtout rurales – est fort, **en particulier dans les cercles de Djenné, Mopti, Niono, Ténenkou.**

Les autorités traditionnelles et coutumières, chefs de village/quartier et chefs religieux assurent la gestion quotidienne des communautés.

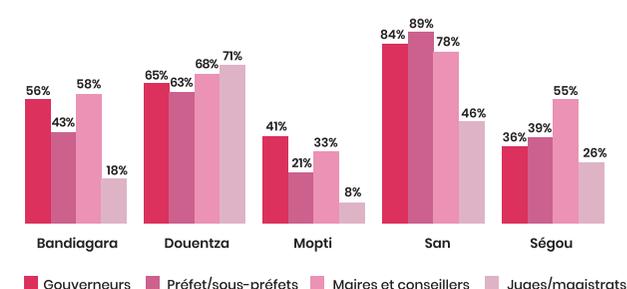
Niveau de confiance



Confiance accordée aux institutions politiques



Confiance accordée aux autorités locales



Accès aux services



- La satisfaction est généralement bonne sauf pour l'électricité
- En zones rurales, la plupart des services sont disponibles à moins d'une journée de voyage
- Les cercles les moins bien pourvus sont ceux de Baraouéli, Djenné, Macina, Tominian et Youwarou
- Le manque de pièces d'identité est une contrainte supplémentaire du fait du redéploiement des FAMA et des contrôles plus fréquents. Les populations sont plus exposées au racket des FDS.

Les villes sont mieux pourvues en services tandis que les zones rurales paient le prix de l'insécurité avec des agents qui se déplacent de moins en moins sur le terrain.

Les services auxquels les populations ont le plus recours sont par ordre d'importance : le centre de santé, le point d'eau, la chefferie de village/quartier, l'école fondamentale et la mairie.

Seuls 20% des enquêtés disent avoir été sollicités pour payer un impôt au cours des 3 derniers mois.



Justice

64% considèrent le système coutumier comme étant le plus impartial

23% le système religieux

12% le système étatique

La justice peut également être rendue par les dozos ou les groupes djihadistes.



En cas de conflit mineur ou de crime grave ou de conflit lié aux ressources naturelles, les populations se tournent en priorité vers le chef de quartier/village et les autorités traditionnelles.

Le développement

L'insécurité alimentaire est une menace très importante. Dans certaines zones, les stocks récoltés sont déjà presque épuisés. L'augmentation du prix des aliments pour le bétail, du prix des produits de première nécessité et du ciment sont préoccupants. Des pénuries de carburant ont été rapportées.

Les activités économiques



72%
des revenus des ménages provient de l'**agriculture**

- 8%** du **commerce**
- 4%** de l'**élevage**
- 4%** de l'**artisanat**
- 3%** de la **pêche**

// Agriculture

81% des ménages pratiquent l'agriculture comme activité principale ou annexe. La production suffit "partiellement" ou "pas du tout" à couvrir les besoins de la famille.



// Principal problème rencontré au cours des trois derniers mois

- Climat (sécheresse, inondation)
- Insécurité, conflit (dans la zone)
- Manque d'intrants
- Manque d'équipements
- Manque de main d'œuvre

// Élevage

(78%) des ménages possèdent des animaux qu'ils soient résident, PDI, nomade ou migrant. La concentration du bétail est considérée par les populations comme une menace, surtout dans la région de Ténenkou où des familles ont déplacé leur bétail vers des cercles plus sécurisés.

// Pêche

La principale utilisation des produits de la pêche est la nourriture pour la famille.

Le manque de poisson est un problème majeur, ce qui entraîne une augmentation des prix.

C'est une activité très contrôlée par les djihadistes qui imposent dans certaines localités des heures de pêche et l'interdisent dans d'autres zones, en particulier celles proches de leurs bases.

// Commerce

La pratique du commerce se maintient mais elle est plus difficile dans les cercles où l'insécurité est la plus forte. La participation aux foires est très importante en termes de cohésion sociale. La limitation des foires, espaces économiques où les échanges d'information sont essentiels, affaiblit les liens entre les communautés et renforce leur isolement.



// Accès physique au marché

- Facile
- Un peu difficile

85% des ménages considèrent que leur source principale de revenus a été affectée par l'insécurité (contre **79%** en novembre 2021) et la principale conséquence de l'insécurité est l'augmentation du prix des denrées (**36%**) et la diminution des revenus (**35%**).



Les activités sociales

Baptêmes, mariages et funérailles continuent de rassembler les communautés.

81% disent que les relations entre les membres de la famille se sont améliorées. Pour **69%** des répondants, les relations entre les membres d'une même communauté se sont aussi améliorées à l'exception des cercles de Niono et Bankass. Dans le cercle de Niono, les populations dénoncent une résurgence des affrontements entre dozos et peuhls, ces derniers ayant tendance à partir. À Bankass, à la suite de nombreux enlèvements d'habitants du cercle, la confiance entre les communautés s'est détériorée.

Signatures de pactes

La signature de pactes entre les communautés, ou entre les communautés et des groupes armés se fait au détriment de l'État. Les conditions des pactes ne sont pas toujours respectées et les communes qui refusent de signer subissent des mesures de rétorsion.

La signature de ces accords est une question de survie.



// Confiance dans les membres de ma famille



// Confiance dans les membres de ma communauté



// Confiance dans les membres d'autres communautés

Améliorée
N'a pas changé
Détériorée



Éducation (6-18 ans) et santé (+)

Près de la moitié des enquêtés disent scolariser « certains de leurs enfants » (**54%**) contre **14%** qui disent les scolariser tous et **10%** qui n'en scolarisent aucun. **Les filles et les garçons sont scolarisés dans les mêmes proportions.**

Les enfants continuent d'être vaccinés. En cas de maladie, le CSCOM ou le dispensaire sont privilégiés. Le mauvais état des routes est mentionné comme une contrainte dans l'accès aux soins.

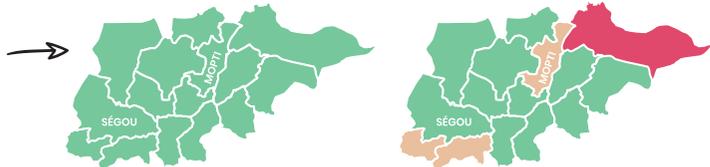
La sécurité

La vie quotidienne des populations du centre Mali est caractérisée par les braquages, les enlèvements d'agents, de commerçants, de jeunes hommes et du bétail.

Perception de la sécurité

// Situation sécuritaire au Mali

// Situation sécuritaire dans ma localité



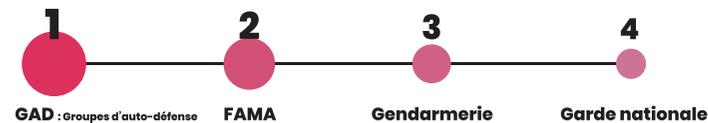
78% des enquêtés considèrent que la situation sécuritaire s'est améliorée au Mali. La perception est la même pour les hommes (81%) et femmes (75%), adultes (77%) et jeunes (80%).

- S'est améliorée
- N'a pas changé
- S'est détériorée

94% des enquêtés se disent « optimistes »

Des différences existent selon les cercles comme dans celui de Ténenkou où la situation reste volatile avec de nombreux incidents sécuritaires.

Acteurs sécuritaires les plus présents



Les forces sont présentes en zones urbaines et sur les principaux axes routiers mais peu visibles dans les zones rurales. Les groupes djihadistes sont surtout présents dans les cercles de Douentza, Mopti, Niono et Ténenkou. La présence des forces étrangères est rapportée à Sévaré.

Enquête de perception menée du 7 au 21 février 2022 - Ce projet est financé par l'Union européenne

Confiance envers les forces de sécurité

La confiance dans les forces de sécurité est très forte :

+ de **94%** envers la garde nationale, FAMA et gendarmerie

87% envers la police

67% envers les GAD

Seulement **46%** dit avoir confiance dans la MINUSMA et **6%** dans les groupes djihadistes. La confiance dans la MINUSMA est plus forte en zone rurale (**38%**) qu'en zone urbaine (**19%**).

sauf dans les cercles de Bankass, Mopti, Ténenkou et Youwarou où la majorité des répondants disent ne pas leur faire confiance.

Perception de l'insécurité

Une majorité considère que la garde nationale, les FAMA, la gendarmerie, la police, les GAD et la MINUSMA respectent les populations sans discrimination contre 7% pour les groupes armés djihadistes.

93% Des enquêtés jugent que les groupes djihadistes représentent une source d'insécurité

Les principales raisons :

- Cibles potentielles des groupes djihadistes (garde nationale, FAMA, gendarmerie)
- Corruption (police et gendarmerie)
- Comportement hors la loi (GAD et MINUSMA)
- Violence arbitraire (groupes djihadistes)

40% Pour les GAD

37% Pour la MINUSMA

12% Pour les forces de sécurité

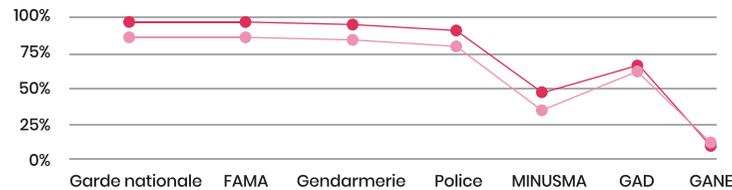
Le prix à payer pour la sécurité est souvent très élevé pour les villages qui doivent fournir hommes et matériels. Dans le cercle de Niono, les populations rapportent être rançonnées à la fois par les groupes jihadistes auxquels elles paient la zakât et par les Dozos qui font payer les mêmes populations accusées de collaboration.



Comment évaluez-vous votre situation actuelle ?

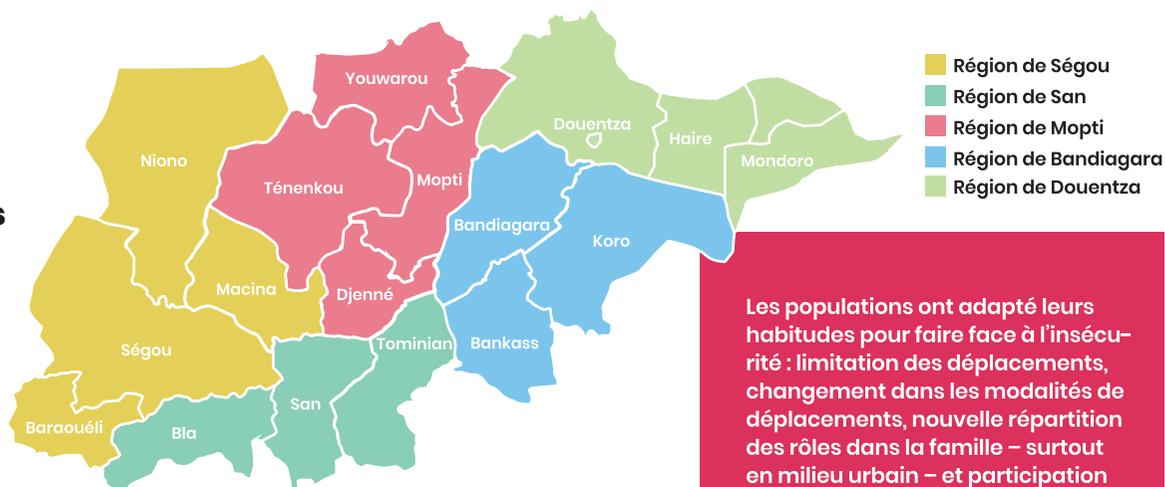


Confiance dans les acteurs sécuritaires



Les principales menaces pour les populations

- La pauvreté et le chômage -> pour 97% des enquêtés
- L'insécurité alimentaire -> pour 97%
- La violence des groupes djihadistes -> pour 43%
- Les agressions physiques et vols avec violence -> pour 40%



Les populations ont adapté leurs habitudes pour faire face à l'insécurité : limitation des déplacements, changement dans les modalités de déplacements, nouvelle répartition des rôles dans la famille – surtout en milieu urbain – et participation ou soutien à un GAD.



Conclusion

- Si la sécurité semble s'être améliorée, la situation économique s'est détériorée.
- La perception de l'amélioration de la sécurité a des conséquences sur les activités économiques : si les contraintes existent toujours, nous remarquons que l'insécurité n'est plus mentionnée comme contrainte principale aux activités.
- Pour autant, la diminution des revenus est très forte et la crise alimentaire reste la préoccupation principale.
- Les indicateurs se dégradent dans la région de Ségou et le fleuve est une « frontière » de plus en plus mentionnée comme délimitant les zones sous contrôle étatique et sous contrôle djihadiste.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © – 2022 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Pour toute information complémentaire : SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org